



The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search
<http://ageconsearch.umn.edu>
aesearch@umn.edu

Papers downloaded from AgEcon Search may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

Vers une nouvelle mosaïque de la Suède rurale

Le paradigme de la campagne vivante

Lars Olof Persson, Erick Westholm, M. Michel Blanc

Citer ce document / Cite this document :

Olof Persson Lars, Westholm Erick, Blanc Michel. Vers une nouvelle mosaïque de la Suède rurale. In: Économie rurale. N°223, 1994. pp. 20-26;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1994.4674>

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1994_num_223_1_4674

Fichier pdf généré le 26/03/2019

Abstract

Towards the new mosaic of rural regions

The aim of the paper is to approach a better understanding of the complexity of contemporary rural change. One theme is the impact of policies ; the traditional rural policies and the state budget in general. It is argued that, in the Swedish case, the general welfare model has had a major redistributional but largely uninentional effect in favour of peripheral regions. Rural change, however, cannot be comprehended from policy alone. A cluster of economic and social changes are operating at different levels affecting the various kinds of rural areas. A better understanding of the processes at work can be achieved by identifying the different needs and activities of the emerging types of rural inhabitants. We have chosen to focus on crucial resources, leading policy and critical networks.

Résumé

Le but de cet article est de mieux comprendre la complexité des changements contemporains dans les régions rurales. L'impact de la politique rurale traditionnelle et du budget de l'Etat en général est un thème important. Dans le cas de la Suède, il est admis que le modèle général de l'Etat-providence a eu un effet redistributif important mais involontaire en faveur des régions périphériques. Néanmoins, le changement rural ne peut pas être compris en étudiant seulement la politique. Une série de changements économiques et politiques agit à différents niveaux et influence les divers types de régions rurales. Une meilleure compréhension des processus à l'œuvre suppose d'identifier la nouvelle stratification de la population rurale qui se met en place, de repérer les besoins et les activités des différents groupes et les ressources principales dont ils disposent, ainsi que les politiques les affectant de manière déterminante, et les réseaux dans lesquels ils s'insèrent.



VERS UNE NOUVELLE MOSAÏQUE DE LA SUÈDE RURALE

Le paradigme de la campagne vivante¹

Lars Olof PERSSON* et Erik WESTHOLM**

Traduction de Michel BLANC***

Résumé :

Le but de cet article est de mieux comprendre la complexité des changements contemporains dans les régions rurales. L'impact de la politique rurale traditionnelle et du budget de l'Etat en général est un thème important. Dans le cas de la Suède, il est admis que le modèle général de l'Etat-providence a eu un effet redistributif important mais involontaire en faveur des régions périphériques. Néanmoins, le changement rural ne peut pas être compris en étudiant seulement la politique. Une série de changements économiques et politiques agit à différents niveaux et influence les divers types de régions rurales. Une meilleure compréhension des processus à l'œuvre suppose d'identifier la nouvelle stratification de la population rurale qui se met en place, de repérer les besoins et les activités des différents groupes et les ressources principales dont ils disposent, ainsi que les politiques les affectant de manière déterminante, et les réseaux dans lesquels ils s'insèrent.

TOWARDS THE NEW MOSAÏC OF RURAL REGIONS

Summary :

The aim of the paper is to approach a better understanding of the complexity of contemporary rural change. One theme is the impact of policies ; the traditional rural policies and the state budget in general. It is argued that, in the Swedish case, the general welfare model has had a major redistributive but largely unintentional effect in favour of peripheral regions. Rural change, however, cannot be comprehended from policy alone. A cluster of economic and social changes are operating at different levels affecting the various kinds of rural areas. A better understanding of the processes at work can be achieved by identifying the different needs and activities of the emerging types of rural inhabitants. We have chosen to focus on crucial resources, leading policy and critical networks.

Jusqu'à la fin des années 1940, la plupart des régions de Suède avaient encore conservé leur caractère agricole et rural. La rapide croissance industrielle des années 1950 et 1960 entraîna une forte urbanisation qui, dans ce pays au peuplement si dispersé, pesa lourdement sur les équilibres régionaux. Au niveau national, on assista à une énorme migration depuis les comtés forestiers du nord vers les centres urbains du sud. Il y eut aussi des migrations intra régionales des zones rurales vers les centres urbains : durant les seules années 1960 la moitié de la jeune génération quitta les premières pour les se-

conds. Ces déséquilibres régionaux croissants devinrent une question politique de première importance parce qu'ils allaient à l'encontre de la conception largement répandue de la Suède comme "une société forte" et "le foyer des peuples".

La communauté rurale a utilisé pendant des décennies la notion de "campagne vivante" pour exprimer une volonté politique et populaire de préserver les zones rurales. Cette notion a une forte connotation agricole car l'activité agricole a occupé une place centrale dans l'image de la société et de l'économie rurales. Les ex-

* Directeur de recherche, FORA, The Royal Institute of Technology, S-100 44 Stockholm, Suède.

** Dalarna Research Institute, Box 743, S-6791 29 Falun, Suède.

*** INRA Toulouse.

1. Cet article est une adaptation de la conférence présentée par les auteurs lors du VII^e congrès de l'Association Européenne des Economistes Agricoles à Stresa (Italie), en septembre 1993.

plotants ont constitué une garantie pour le maintien de terres labourables empêchant les forêts de couvrir le paysage scandinave déjà fortement boisé. Quand, dans les années 1950, l'intervention de l'État s'est accrue, des politiques ont été mises en place visant à augmenter la production et à garantir une parité des revenus entre les agriculteurs et les travailleurs de l'industrie. Depuis lors, la politique agricole a constitué un volet important de la stratégie visant à contrebalancer le déclin des zones rurales, spécialement dans le nord.

La mise en œuvre d'une politique régionale constitua une autre réponse, peut-être plus puissante, aux déséquilibres des années 1960. Des mesures d'aides aux investissements, aux petites firmes, des subventions aux transports furent de plus en plus utilisées pour empêcher la désertification des zones rurales.

LES FACTEURS DE STABILISATION

Le fait que les politiques élaborées pour faire face aux défis des années 1960 soient encore largement appliquées, bien que les dernières décennies aient été marquées par un relatif équilibre entre régions, montre bien la répugnance des politiciens et de la population en général à accepter la dépopulation du rural profond, surtout dans le nord. Comme dans les autres pays nordiques (et dans le reste de l'Europe), les années 1970 et 1980 furent relativement positives quant à la démographie et l'emploi dans les zones rurales de Suède. La plupart des régions soutinrent la concurrence, même si au niveau local des exceptions à ce schéma d'ensemble se manifestèrent. Quatre facteurs principaux sont responsables de cette évolution positive : la généralisation de l'État-providence, le développement des transports, la politique régionale et le ralentissement des évolutions structurelles dans les secteurs traditionnels de l'économie rurale.

La généralisation de l'État-providence

Un des principes de base de l'État-providence était d'assurer une solidarité entre les individus par l'intermédiaire du budget de l'État : un système de retraite de base pour tous, des allocations familiales généralisées, etc. Quelle que fût leur localisation, les individus et les ménages devaient pouvoir accéder, sur une base égalitaire, aux emplois et aux services. Cette conception eut des effets profonds sur la distribution spatiale des services et des dépenses publiques, et par voie de conséquence sur la distribution régionale des emplois et de la population.

Durant les années 1960 et 1970, sous les gouvernements socio-démocrates, ce modèle fut graduellement étendu pour améliorer le système de sécurité sociale, les allocations logement, etc. (Ginsburg, 1992). Il survécut encore une dizaine d'années car la coalition libéraux - conservateurs qui était arrivée au pouvoir ne remit pas en cause sérieusement sa légitimité. Ce n'est seulement qu'après 1985, avec l'arrêt de l'augmentation de la productivité et la croissance des déficits publics, que l'actuelle coalition gouvernementale fut conduite à remettre en question les bases idéologiques de ce modèle.

La croissance du secteur public dans le cadre de l'État-providence semble être la principale raison de la stabilisation des équilibres régionaux. L'emploi dans ce secteur augmenta surtout dans les zones rurales où les transferts publics au profit des particuliers et des entreprises enregistrèrent une croissance régulière. Au total, la politique de l'État-providence, bien que dénuée de visées spatiales explicites, a attribué une aide publique par tête plus importante à certaines des régions rurales les plus pauvres qu'aux zones urbanisées. Cela créa, sans aucun doute, aux yeux de nombreux urbains, une image "d'assistés sociaux" des ruraux.

Le développement des transports

L'accroissement du nombre des voitures individuelles, l'amélioration des transports en commun, les aides en faveur des personnes les moins mobiles facilitèrent les navettes journalières et la stabilisation intra régionale. Les zones rurales ont conservé ou accru leur population en dépit de la disparition d'emplois et de services locaux. Selon nous, la campagne est devenue "urbanisée" en termes d'emplois et de services ; la mobilité accrue a ouvert la voie à un déclin continu des services privés locaux puisque les résidents ruraux ont de plus en plus utilisé les services urbains. Par ce processus, de nombreuses zones rurales ont été simultanément stabilisées et sapées dans leurs fondements. La plupart des zones rurales sont fonctionnellement intégrées au système urbain en dépit de leur distance aux centres urbains. Ainsi l'économie et les valeurs urbaines ont créé une "ruralité urbanisée".

La politique régionale

Un facteur supplémentaire de stabilisation a été la politique régionale introduite dans les années soixante avec ses subventions aux transports, ses aides à l'investissement et aux petites firmes, etc. On a ainsi assisté à une décentralisation de l'industrie résultant en partie de la politique d'aménagement du territoire. Il ne faudrait cependant pas surestimer le poids de cette politique. La décentralisation s'est produite aussi dans d'autres pays de l'Europe occidentale durant cette période (Sherwood et Lewis, 1992).

Le ralentissement des évolutions structurelles dans les secteurs traditionnels des zones rurales

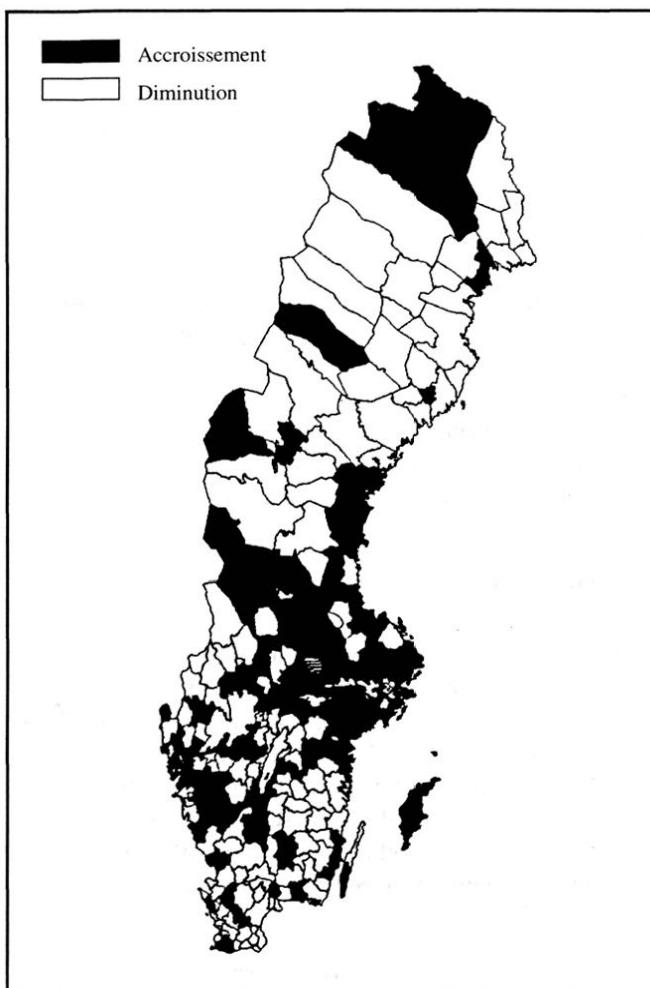
L'agriculture et la forêt ont déjà connu leur phase la plus intense de rationalisation et de réduction de la force de travail. Le processus d'évolution s'est ralenti et ne peut plus causer de substantiels effets négatifs. Dans beaucoup de zones rurales, surtout dans le nord, le secteur forestier est encore l'activité économique la plus importante et l'agriculture joue encore un rôle vital dans l'élaboration de la politique rurale.

L'ÉVOLUTION DÉMOGRAPHIQUE DANS LES ZONES RURALES

Dans les statistiques démographiques suédoises, les zones rurales sont définies comme l'ensemble des zones en dehors des localités de plus de 200 habitants. Avec

cette définition, la population rurale a atteint son maximum en 1880, et a connu ensuite un siècle de décroissance. En 1980, 16.9% de la population vivait dans les zones rurales, taux variant de moins de 10% dans les comtés métropolitains à plus de 30% dans certains comtés périphériques. Dans les années 1980 la population rurale s'est accrue légèrement (+1.5%). La population rurale a augmenté dans la moitié des comtés et a continué à baisser dans les autres. La croissance de la population rurale a été concentrée dans la périphérie des régions urbaines (voir carte 1).

Carte 1. - Evolution de la population des "municipalités" entre 1980 et 1990



Cette évolution des années 1980 est surtout due à une inversion des mouvements migratoires. Dans la plupart des municipalités rurales, l'immigration n'a pas beaucoup varié au cours des vingt dernières années, par contre l'émigration s'est notablement réduite depuis les années 1970, reflétant la bonne situation économique des années 1980 qui s'est soldée par une croissance des emplois dans la plupart des régions. L'émigration a dépassé l'immigration la plupart des années. Globalement, l'immigration a induit un renouvellement plutôt lent de la population rurale. Mais le phénomène prend une tout autre allure quand on l'observe à une plus grande échelle : à un niveau intra-municipal, l'immigration cumulée sur dix ans correspond souvent à plus de 50% de

la population totale. Au niveau local, le renouvellement de la population par immigration constitue donc un aspect essentiel de la dynamique rurale.

L'importance accrue des services publics dans tous les marchés du travail locaux au cours des vingt-cinq dernières années explique le maintien d'un relatif équilibre régional en Suède. Cette croissance a été répartie de façon à peu près uniforme dans l'espace. Dans la majorité des régions rurales périphériques, les services publics représentent plus de 35% de l'emploi. Ils ont de plus joué un rôle important pour l'emploi féminin dans toutes les régions. Il y a trente ans, les femmes représentaient moins de 30% de la force de travail dans les zones rurales. Cette proportion se situe aujourd'hui à la moyenne nationale, c'est-à-dire à près de 50%.

Les préférences pour la vie et le travail dans les zones rurales varient considérablement selon les couches sociales et les phases du cycle de vie. Elles peuvent être mesurées par le ratio entre les immigrants et les émigrants. Pour la population en âge de travailler, ce ratio est généralement inférieur à 1 dans les zones rurales, et supérieur à ce seuil dans les régions métropolitaines et les centres régionaux (voir tableau 1). Par ailleurs, certains groupes spécifiques manifestent une préférence marquée pour la résidence en milieu rural : les familles avec de jeunes enfants, les personnes âgées, et dans une certaine mesure, les ouvriers de l'industrie. Parallèlement, les jeunes, surtout ceux disposant d'un bagage scolaire important, ont tendance à "choisir" les centres urbains. Une autre mesure globale des préférences le long du gradient urbain/rural est le prix du foncier bâti. Les statistiques montrent une décroissance rapide avec la distance aux centres urbains jusqu'à 60 kilomètres (limite des aires de navettes), puis une courbe plate au-delà.

Tableau 1. - Le ratio émigration-immigration dans les zones rurales, les centres régionaux et la métropole de Stockholm entre 1986 et 1989.

Illustration non autorisée à la diffusion

Source : FORA, Database

LES POLITIQUES RURALES ET LE BUDGET DE L'ÉTAT

Les efforts pour améliorer la compétitivité ont généralement été instrumentés par les politiques agricole et régionale. Dans le cadre de la politique régionale suédoise, la priorité a été accordée aux zones rurales et faiblement peuplées. Le concept de ruralité peut cependant être quelque peu trompeur. Il peut conduire à concevoir le

secteur rural comme séparé des processus économiques et sociaux globaux. Or un examen plus approfondi des perspectives offertes aux zones rurales montre que le changement des conditions macro-économiques, et l'actuel virage politique mettant en cause l'État-providence et accordant un rôle croissant au marché dans la régulation économique et sociale peut affecter très profondément les zones rurales. Dans les prochaines sections on examinera l'influence des différentes politiques : politique agricole, politique régionale, et politique de l'État-providence.

L'AGRICULTURE DANS L'ÉCONOMIE RURALE

L'histoire de l'intervention de l'État dans l'agriculture suédoise est similaire à celle des autres économies occidentales de marché. Elle vise à soutenir les revenus et à faciliter la modernisation. Durant les années 1950, les interventions publiques s'étendirent en vue d'accroître la production et de garantir une parité de revenus entre agriculteurs et travailleurs de l'industrie. On assista ainsi durant les années 1950 et 1960 à une forte mécanisation, une spécialisation et une concentration de la production (Bowler, 1986). En Suède, les principaux outils utilisés furent le crédit, les subventions et la protection de l'exploitation familiale sur le marché foncier. L'exploitation familiale à plein temps fut considérée comme devant constituer le cœur du système agricole et des communautés rurales (Persson, 1993). On supposait implicitement que la politique agricole bénéficiait au développement rural. Néanmoins, l'exode agricole était le trait dominant de cette évolution.

A la suite de la chute des cours mondiaux des produits agricoles, les coûts des subventions aux exportations s'élèverent rapidement entre 1980 et 1990 et accentuèrent la nécessité de changer de politique. Il était devenu clair que la majorité des aides à l'agriculture étaient accaparées par les grandes exploitations. En 1989, le gouvernement social démocrate amorça, avec un large consensus dans le parlement, un important virage politique. Un vaste programme fut mis en œuvre qui remettait en question l'ensemble du système de régulation de l'agriculture. Le premier objectif du programme était de réduire l'énorme production de surplus.

Le programme de réforme comportait l'abolition des subventions aux exportations, des prix administrés et de la régulation des marchés intérieurs. La réforme reposait sur une vision post productiviste dans laquelle l'agriculture et les exploitations familiales ne bénéficiaient plus d'un traitement privilégié dans le budget public. De plus, depuis 1991, les restrictions empêchant les non agriculteurs d'acheter de la terre ont été allégées. Dans certaines régions, des capitaux urbains entrèrent en compétition sur le marché immobilier avec les capitaux locaux et ceux des agriculteurs productivistes.

Pour faciliter la transition, la réforme fut accompagnée par des allocations compensatrices telles que les aides aux revenus basées sur la superficie et le programme de gel des terres. L'agriculture du nord, compte tenu de ses conditions naturelles spécifiques, fut en partie écartée de

la réforme. En particulier, le soutien spécial des prix dont elle bénéficiait depuis les années 1940 et qui la protégeait de la concurrence fut maintenu.

Le bilan de la première année de réforme indique que les agriculteurs se sont engagés dans le programme et que la structure de l'agriculture suédoise a commencé de changer. Douze pour cent des terres arables ont été gelées. Les excédents laitiers et de viande ont diminué bien que le système de soutien au revenu repose sur des aides directes par tête de bétail. Cependant, l'avenir est très incertain pour de nombreux exploitants et ils laissent souvent leur terre en jachère par manque d'autres options économiquement viables. Le mode d'usage du sol le plus courant semble être le pâturage extensif.

Il est dangereux, à ce stade de la réforme, d'évaluer les perspectives de l'agriculture suédoise. Cependant pour apprécier l'importance à l'avenir de l'agriculture dans l'économie rurale, esquisser les traits les plus probables de celle-là sera utile. L'ajustement aux conditions du marché implique un déclin de la superficie utilisée et de la main-d'œuvre employée par le secteur agricole. Représentant moins de 2% de l'emploi total en Suède, et une part décroissante dans les zones rurales, l'agriculture ne peut plus jouer un rôle important dans le devenir de la société rurale. Le plan économique à long terme pour la Suède fait l'hypothèse d'une réduction substantielle de l'emploi agricole jusqu'au début du prochain siècle à cause des restrictions budgétaires qui conduiront les exploitants à être exposés plus ou moins directement aux prix du marché mondial. Néanmoins, l'agriculture joue encore un rôle important dans certaines zones rurales, non pas tant comme activité économique, mais parce que les agriculteurs restants maintiennent les villages "vivants" en préservant le paysage cultivé.

L'intégration européenne va introduire un nouveau changement dans les facteurs externes pesant sur l'agriculture suédoise. Selon une étude récente, le revenu des agriculteurs suédois devraient baisser de 25% du seul fait des réductions de prix. De plus la demande d'adhésion à la Communauté Européenne risque de remettre en cause la récente réforme. La commission de la CE a notifié à la Suède qu'elle devra adopter la PAC, ce qui impliquera un ralentissement ou un abandon du programme de réforme. Au total, à la fin du siècle les politiques agricoles pourront être importantes pour la profession agricole mais n'auront pas un impact puissant sur le développement rural en Suède.

LES LIMITES DE LA POLITIQUE RÉGIONALE

La politique régionale suédoise vise à procurer des emplois et des services dans toutes les régions, mais le niveau géographique auquel ces objectifs doivent être atteints n'est pas explicité. Bien que "le développement actif" des ressources régionales, tant matérielles qu'humaines, soit l'un des objectifs explicites les plus importants de la politique régionale, la plupart des ressources gouvernementales destinées aux régions en retard sont encore principalement consacrées à soutenir les revenus, à maintenir les services et à consolider la structure de

peuplement qui, dans une large mesure, est le reflet de la localisation des secteurs primaires : agriculture, forêts, mines et pêche.

Par ailleurs, la politique régionale a un effet limité sur le processus de développement. Il semble que la redistribution spatiale des richesses par le biais du budget de l'État soit bien davantage affectée par des mesures n'visant pas explicitement à corriger les déséquilibres régionaux que par la politique régionale elle-même. On a calculé que, pour une région moyenne, la politique régionale suédoise correspond à moins de 0.7% du total des ressources gouvernementales qu'elle reçoit. De plus, seulement une fraction des crédits de la politique régionale est consacrée à la politique rurale.

La formulation de la politique régionale en Suède reposait largement sur l'hypothèse d'une croissance économique permanente. Aujourd'hui, la récession, les difficultés budgétaires et l'intégration européenne font que les priorités sont, et seront, remises en question. L'objectif ambitieux d'équilibre régional et d'égalité des conditions de vie pour tous les ménages à travers la Suède a déjà été abandonné.

LA REMISE EN QUESTION DE L'ÉTAT-PROVIDENCE

En Suède, les programmes sociaux sont en grande partie gérés par les municipalités et financés à la fois par des ressources gouvernementales et par des impôts locaux sur les revenus. L'idée de l'État-providence implique que l'emploi dans le secteur public ainsi que le pouvoir d'achat sont également répartis sur l'ensemble du territoire. La variation géographique du revenu par tête est plus faible en Suède que dans la plupart des autres pays européens. De plus le total des transferts publics par habitant est nettement plus élevé dans les régions périphériques que dans les autres. Cette distribution géographique inégale des ressources budgétaires n'est pas intentionnelle car les programmes visent davantage les individus que les régions. Néanmoins, les perspectives pour les zones rurales dépendent, dans une certaine mesure, du devenir de l'État-providence.

En Suède, les conditions économiques générales ont changé rapidement au cours des dernières années (OCDE, 1991), avec la fin de la période d'expansion du début des années 80. Les producteurs suédois ont perdu des parts de marché du fait de leur insuffisante compétitivité. La croissance ne peut plus guère être nourrie par la demande extérieure. Ces difficultés sont généralement imputées au secteur public suédois et à son mode de financement. La Suède est le pays d'Europe où le secteur public est le plus important, et il a une profonde influence sur le secteur privé. A la fin des années 80 le gouvernement social démocrate avait déjà commencé à mettre en œuvre des mesures pour améliorer l'efficacité de l'appareil productif en général et du secteur public en particulier. L'actuel gouvernement a proposé une réduction sérieuse des dépenses publiques et a entamé la privatisation de certains secteurs.

Sous l'effet combiné du virage vers le renforcement du rôle du marché, des ajustements aux règles de la Communauté Européenne et des problèmes budgétaires, une réduction substantielle du budget de l'État a été effectuée. Selon une estimation, l'effet sera beaucoup plus négatif dans les régions éloignées et économiquement défavorisées que dans les régions centrales qui bénéficieront des réductions d'impôts et d'une contraction limitée des services (Tapper, 1992). Cet effet négatif sur la périphérie provient de sa forte dépendance des services publics et des transferts budgétaires. A cela s'ajoute un niveau des revenus plus faible qui limite l'effet positif sur le pouvoir d'achat qu'auront les réductions d'impôts attendues.

Les effets précis de ces réductions budgétaires dépendront certainement de décisions politiques qu'il n'est pas possible de prévoir. Cependant, on a calculé que les coupes envisagées s'élèveront à 12 800 SEK (couronnes suédoises) par tête dans les régions urbaines et centrales, à 15 800 SEK dans les régions intermédiaires et à 17 850 SEK dans les régions périphériques et rurales. Ces chiffres ne tiennent pas compte des effets positifs attendus des réductions d'impôts.

Tapper (1992) a aussi calculé l'effet potentiel sur l'emploi dans des diverses régions de Suède de différents programmes de coupes budgétaires. Les régions faiblement peuplées du nord-ouest subiront la plus sévère contraction du marché du travail, surtout si les coupes budgétaires sont importantes.

Ces calculs et ces chiffres sont évidemment hypothétiques et ne doivent être considérés que comme des exemples. Néanmoins, ils indiquent que les évolutions de politique générale affecteront davantage le devenir des zones rurales que celles des politiques agricole et régionale. Si la réforme budgétaire n'est pas accompagnée de correctifs spatiaux, les efforts pour soutenir la périphérie seront plus que contrebalancés par les effets redistributifs du recul de la politique de l'État-providence.

VERS UNE NOUVELLE MOSAÏQUE DE LA SUÈDE RURALE

Jusqu'à présent, on s'est intéressé à la relation entre les politiques rurales et la politique de l'État-providence. Les changements sont à la fois d'ordre idéologique et macro-économique et résultent en partie de l'intégration internationale. Au total ils vont à l'encontre du paradigme "d'une campagne vivante". La réaction traditionnelle d'un gouvernement suédois face à cette situation serait des efforts politiques massifs pour contrarier le déclin prévisible. A l'heure actuelle, cela n'est plus une option envisagée. Au contraire, le principal problème semble être l'affaiblissement de la puissance de l'intervention publique avec le recul de l'État-providence.

De plus la politique vise surtout à restaurer la croissance économique et se préoccupe moins de ses effets redistributifs entre individus et entre régions. Alors que la société rurale (le lobby agricole, les entrepreneurs ruraux, les organisations et les individus travaillant pour le développement rural) recherche une diversification des

productions agricoles et des nouveaux produits, le risque est évident que la réduction des transferts publics crée un nouveau chômage surtout dans le secteur public. Il pourrait en résulter une nouvelle période de déclin de la population et des services.

D'un autre côté, il y aussi des évolutions structurelles qui peuvent favoriser beaucoup de zones rurales. Certaines sont manifestes. Les télécommunications modernes et les infrastructures de transport sont en train de changer l'importance et la signification des distances géographiques. Les firmes privées recherchent des localisations alternatives à la localisation dans les zones métropolitaines qui sont congestionnées, chères et environnementalement désavantageées. De plus il y a un changement dans les préférences individuelles des entrepreneurs et des travailleurs qui recherchent de plus en plus des sites attractifs pour y vivre et développer leurs activités. Ces changements tendent à modifier la fonction des espaces ruraux. Leur rôle traditionnel d'espace de productions agricole et industrielle se chevauche et se mêle à leur nouvelle fonction d'espace résidentiel et récréatif.

NOUVELLES DÉPENDANCES ET NOUVELLES FONCTIONS

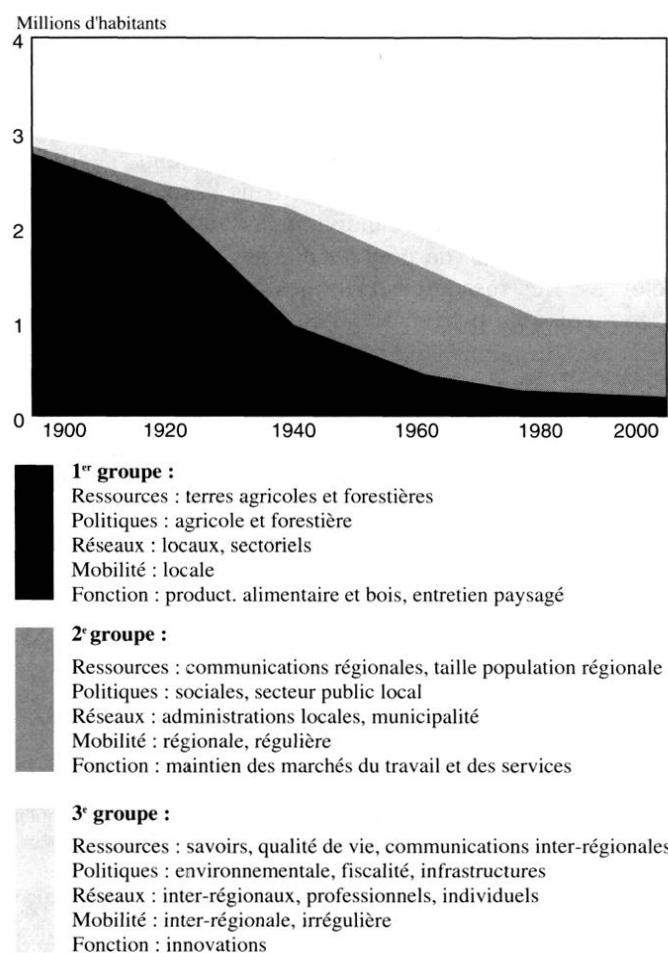
Dans une perspective séculaire, les zones rurales en Suède sont passées d'une structuration en petites communautés isolées les unes des autres à une situation d'intégration aux zones urbaines proches par le biais des marchés locaux du travail et de l'immobilier. Actuellement, les aires d'influence des marchés locaux du travail prennent la forme d'un réseau complexe de mobilité et de dépendance. Ce changement est reflété par la transformation graduelle des communes. Les 4 500 communes rurales céderont la place en 1952 à 2 500 communes élargies. Ces dernières furent regroupées en 1972 en 284 municipalités fondées sur l'idée que les districts urbains ruraux sont intégrées en unités fonctionnelles autour d'un centre (Häggroth, 1993). Aujourd'hui on recense seulement 111 zones d'emplois, ce qui reflète l'accroissement des navettes journalières traversant les limites des municipalités.

De "nouveaux acteurs" font leur entrée sur la scène rurale : prestataires de services dans le secteur de l'information, retraités venus des villes, habitants désireux de combiner environnement urbain et environnement rural. Ils s'ajoutent aux acteurs impliqués dans les activités agricoles et industrielles traditionnelles, les remplacent et parfois entrent en conflit avec eux. Ce nouveau mélange d'acteurs se reflète aussi dans une modification des modes de mobilité se traduisant par un accroissement du rôle des réseaux individuels et un affaiblissement des liens entre espace résidentiel et espace professionnel. Les réseaux des individus et des organisations tendent à se complexifier et à s'étendre géographiquement. Les réseaux sont tissés d'un ensemble de relations locales, régionales, nationales et internationales qui altèrent les facteurs de localisation et donnent, dans une certaine mesure, plus de liberté aux individus et aux organisations.

L'actuelle transformation économique et sociale des zones rurales affecte le type de ressources qui sont né-

cessaires et crée de nouveaux modes de dépendance. Une meilleure compréhension des divers types "d'espaces ruraux" peut être obtenue en identifiant les différents besoins des principaux groupes de résidents ruraux (Mormont, 1990). On a choisi, pour chaque groupe, de centrer l'analyse sur "les ressources critiques" dont ils ont besoin, "la politique pilote" qui soutient leurs activités, leurs "réseaux critiques" et leur fonction dans la communauté rurale. Trois groupes principaux ont été identifiés : les habitants traditionnels, les prestataires de services aux personnes, et enfin un troisième groupe que l'on caractérisera plus bas (voir graphique 1).

Graphique 1. - Représentation sommaire de l'évolution de la structure sociale dans les zones rurales entre 1900 et 2000



L'habitant traditionnel utilise des ressources locales. Dans l'agriculture et la forêt, les ressources foncières sont toujours nécessaires pour obtenir un revenu. La politique pilote est encore la politique agricole et les réseaux importants sont situés à l'intérieur du complexe agro-industriel et à l'intérieur de la communauté. Leur fonction est productive.

La part des prestataires de services aux personnes parmi les résidents ruraux s'est accrue depuis la fin de la seconde guerre mondiale, mais est aujourd'hui stabilisée. La ressource cruciale la plus importante pour cette classe est la population régionale qui constitue le marché pour les services sociaux. D'où l'importance pour ce groupe

d'une politique régionale pour assurer le maintien du niveau de la population. Une autre ressource cruciale est le secteur public, en tant qu'employeur, et donc les transferts sociaux. La continuité de la politique de l'État-providence est vitale et la municipalité constitue un médiateur important. La principale fonction des zones rurales pour ce groupe est de constituer la base d'un marché du travail local intégré le long d'un continuum rural/urbain. D'où l'importance décisive de la qualité des infrastructures intra régionales. Le maintien des réseaux collectifs développés par les municipalités pendant les dernières décennies (action sanitaire et sociale, enseignement, infrastructures lourdes et légères) est important. La fonction de ce groupe est d'assurer le maintien des marchés du travail et des services.

Enfin, de nombreux indices montrent qu'une fraction croissante des individus résidant dans les zones rurales dépendent de l'économie "globale", et de la division et de l'organisation globale du travail. Ce sont des immigrants qui dépendent d'une source de revenu spécifique mais avec une relative flexibilité dans l'espace et dans le temps. Leurs ressources individuelles en termes d'éducation, de mobilité, de pouvoir d'achat sont généralement élevées. Les ressources critiques pour leur travail sont des savoirs qui peuvent avoir été acquis dans des régions urbaines, des atouts environnementaux que peuvent procurer les zones rurales et une infrastructure permettant des communications inter-régionales efficaces et confortables. Les individus de cette classe sociale tendent à être sélectifs dans leurs choix résidentiels. Il est probable que la croissance récente de la population dans certaines régions centrales et côtières de Suède soit le reflet de tels choix en faveur de localités dotées d'aménités naturelles et de bonnes communications, effectués par des personnes mobiles. Les réseaux importants de cette classe

sont en large part individuels et dispersés. Les mesures politiques les plus importantes pour les attirer dans les zones rurales seront celles relatives à l'environnement, aux infrastructures et à la fiscalité. La fonction de ce groupe qui apporte à la fois changement structurel et échanges accrus est l'innovation.

On assiste à l'évidence à un ensemble de transformations s'opérant à des niveaux différents (Symes, 1992). Le changement de la structure du peuplement en Suède indique que ce processus est complexe. Il y a des zones en croissance constante dans tous les types de régions. Dans les zones reculées, dans la campagne "urbanisée", dans les municipalités comme dans les villes on peut trouver des exemples de succès aussi bien que de déclin. Des régions soumises à des conditions économiques similaires connaissent des développements différents. A l'évidence, les variables économiques ne peuvent pas permettre à elles seules une bonne compréhension de ces phénomènes. L'affaiblissement des liens entre lieu de résidence et lieu de travail et la mobilité accrue a élargi le rôle des valeurs, de l'idéologie et des aspects culturels parmi les variables déterminantes (Marsden et al, 1992).

Pour être efficaces, les politiques rurales devront à la fois tenir compte de ces évolutions et s'appuyer sur elles tant au niveau national qu'au niveau local. Un équilibre difficile doit être réalisé. D'un côté, la menace de récession et les effets spatiaux non désirés des coupes budgétaires doivent être analysés et pris en considération. De l'autre, les politiques rurales doivent être moins défensives et viser davantage à soutenir les évolutions positives plutôt qu'à maintenir les structures héritées du passé. Des objectifs plus larges et des approches beaucoup plus nuancées et localement adaptées sont nécessaires.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- BOWLER I. (1986). - *Intensification, concentration and specialisation in agriculture : the case of the european community*. London, Geography, vol. 71, pp. 14-24.
- GINSBURG N. (1992). - *Divisions of welfare. A critical introduction to comparative social policy*. London, SAGE publications.
- HAGGROTH S. (1993). - *From corporation to political entreprise. Trends in Swedish Local Government*. Stockholm, Ministry of Public Administration.
- MARSDEN T., LOWE P., WHATMORE S. (Ed.) (1992). - *Labour and Locality. Uneven Development and the Rural Labour Process*. London, David Fulton Publishers.
- MORMONT M. (1990). - *Who is Rural ? Or How to be Rural ? Towards a Sociology of the Rural*. In Marsden T.K., Lowe P., and Whatmore B. (éds). *Rural Restructuring : Global Processes and their Responses. Critical Perspectives on Rural Change*, vol. 1, London, David Fulton.
- OECD (1991). - *Economic Surveys*. Paris.
- OECD (1993). - *What futur for our countryside ? A Rural Development Policy*. Paris.
- PERSSON L.O. (1993). - *Part-time farming. Corner-stone or obstacle in rural development*. *Sociologia Ruralis*, n° 1.
- SHERWOOD K.B., LEWIS G.J. (1992). - *Housing Policy and Social Change in the Countryside. Planning and the futur of the countryside : Great Britain and the Netherlands*. Amsterdam, Nederlandse Geografische Studies.
- SYMES D.G. (1992). - *Agriculture, the State and Rural Society in Europe : Trends and Issues*. In *Sociologia Ruralis*, vol. XXXII, n° 2-3, pp. 193-218.
- TAPPER H. (1992). - *Eq, Stasbudgeten och den Regionala Balansen*. DS 1992 : 80. Allmänna, Förlaget, Stockholm.